

Le monde ouvrier nantais sous la 3^e République et Vichy

Nantes abritait déjà un port dans l'Antiquité de par sa situation géographique et cette présence constante allait largement déterminer la façon dont la ville allait se développer, ainsi aux 17^e et 18^e siècles avec le grand commerce maritime. La révolution industrielle du 19^e siècle vit naître et se développer une classe ouvrière structurée dans des unités de productions diverses, à l'activité le plus souvent tournée vers le monde portuaire.

Le monde ouvrier s'organisa très tôt, mais dans les conditions de l'illégalité, si l'on excepte les sociétés de secours mutuels, que ce soit sous la Monarchie de Juillet, la Seconde République et le règne de Napoléon III, lequel devait cependant voir une première ouverture, encore bien timide, en 1864.

Le Second Empire sombra en 1870, mais la république ne s'est véritablement installée en France qu'après la chute de Mac Mahon en 1875. Le monde ouvrier allait désormais y tenir une place particulière et, par ses luttes, arracher des progrès sociaux considérables. Jamais aucun ne lui fut octroyé sans celles-ci.

Sous le Second Empire, la loi de 1864 autorisant l'existence d'associations de salariés avait eu des conséquences immédiates à Nantes ou à ses portes avec la création en 1869, d'une chambre syndicale des ferblantiers de Chantenay, dont l'activité allait de pair avec celle des conserveries. Elle regroupa jusqu'à 560 personnes.

C'est donc la métallurgie qui donna le ton au départ et ceci ne devait jamais se démentir. La plus grosse entreprise de l'agglomération était alors l'arsenal d'Indret avec plus de 1000 salariés. En 1881, naquirent les Chantiers de la Loire dont les effectifs atteignirent 1200 personnes en 1895. À la même époque, la Manufacture des tabacs, elle aussi nouvellement créée, employait 1370 salariés, dont 1150 femmes, mais elle était seule dans sa branche, alors que la métallurgie, grâce surtout à la construction navale, s'imposait avec, en plus de la Loire, les Chantiers de la Brosse et Fouché (qui devinrent les Chantiers de Bretagne en 1909) et Dubigeon, nés à la fin du 18^e siècle.

Les cheminots, eux aussi organisés très tôt, allaient peser dans la vie sociale locale.

Comme partout en France, le mouvement ouvrier était alors tiraillé entre socialistes, anarchistes et allemanistes. Ces derniers, derrière l'ancien communard Jean Allemane, tendaient à s'organiser avec les socialistes, mais conservaient bien des points communs avec les anarchistes, en particulier la croyance aux vertus de la grève générale, chemin vers un monde nouveau.

Le monde ouvrier nantais restait marqué par d'autres idéologies. Le catholicisme conservateur y restait très présent, mais il en était de même du vieux républicanisme qui avait amené ouvriers et certains patrons à faire cause commune contre les réactionnaires, ce qui brouillait les cartes. Enfin, il y avait une très ancienne présence des compagnonnages, avec des valeurs qui ne pouvaient convenir au monde industriel.

Le Parti Ouvrier Français ou POF était né en 1880 sous l'impulsion des marxistes Jules Guesde et Paul Lafargue. À Nantes, après Julien Queltier, ils trouvèrent un relais avec Charles Brunellière, petit armateur de son état, en rivalité avec l'ouvrier forgeron Désiré Colombe, influencé par les allemanistes. Tous deux s'étaient investis dans la vie municipale. Brunellière allait aussi mener une lutte en milieu rural auprès des petits vigneron touchés par la crise du phylloxéra, parvenant à les organiser en syndicat.

La syndicalisation, autorisée en 1884, malgré les obstacles mis par le patronat, ne cessait de progresser dans le monde ouvrier. En 1890, ce fut chez les dockers et employés du port, puis en 1892 chez les ouvrières et ouvriers des tabacs – À Limoges, en 1895, naquit la CGT -

C'était aussi l'époque de la fondation des bourses du travail. Celle de Nantes naquit en 1893 dans une arrière-salle de café, rue de la Bâclerie, dans le quartier du Bouffay. Les bourses étaient alors vues comme des bureaux de placement, des lieux de perfectionnement professionnel ou comme les sièges de sociétés de prévoyance, de mutuelles et de coopératives. Dès le début, la bourse de Nantes

vit l'adhésion de 24 syndicats, d'où nécessité de trouver un local. Sollicitée, la municipalité d'Alfred Riom (1892-1896) accorda une subvention et proposa les locaux de l'ancienne école d'hydrographie, rue de Flandres.

Évidemment, il y eut des luttes internes intenses pour le contrôle de la bourse. Le premier secrétaire fut Désiré Colombe, allemaniste, soutenu par le journaliste Fernand Pelloutier, secrétaire de la Fédération des bourses du travail, et l'avocat Aristide Briand. Ce dernier, en 1892, avait soutenu l'idée de grève générale au congrès des syndicats tenu à Marseille. Il réitéra à Nantes en 1893 et 1894. Grâce à Pelloutier, celle-ci fut cette fois votée. Cette même année 1894, Brunellière s'investit dans la création d'une Fédération socialiste nantaise.

En 1895, au congrès du POF tenu à Nantes, les thèses allemanistes furent rejetées, ce qui entraîna la démission de Colombe et sa rupture avec Brunellière. Il fut remplacé pour peu de temps par un de ses amis politiques, Tulève, puis, durablement, par Joseph Blanchard, socialiste modéré.

Entre 1885 et 1895, il y eut une tentative de créer des syndicats chrétiens. L'animateur nantais n'était autre que François Lecour-Grandmaison, grand bourgeois et monarchiste. Des lingères et blanchisseuses ainsi que des jardiniers adhèrent, mais il n'y eut pas de suite.

Il en allait bien différemment dans l'industrie ainsi, pour 1898, la police recensa 11 mouvements de grève, dont un très avantageux pour les ouvriers de la navale.

Cette époque fut aussi celle de l'affaire Dreyfus qui vit un déferlement de haine antisémite à droite, mais pas seulement. À la fédération socialiste de Nantes, Maillet, secrétaire du syndicat des cheminots, put s'écrier à propos des juifs : « Ils sont tous voleurs et traîtres et sans patrie. », ceci sans être repris par l'assistance. En évoquant Schwob, directeur du journal Le Phare, Brunellière lui-même ne parlait-il pas de « youpin » ?

En 1901, Aristide Briand devint secrétaire général du parti dit maintenant socialiste puis, en 1904, rédacteur du journal l'Humanité fondé la même année par Jean Jaurès.

La décennie précédant la guerre vit un recul de la syndicalisation à Nantes. Il y eut de nombreux conflits sociaux, mais souvent sans succès. En 1907, la grève des dockers fut l'occasion d'un déchaînement de violences. Un jeune docker, Victor Charles, fut tué par une balle policière. En sortant de la bourse, Joseph Blanchard fut saisi par des policiers et entraîné dans un commissariat où il fut sérieusement tabassé.

Cette même année, les instituteurs syndiqués tenaient leur congrès à Nantes. Il y décidèrent de rattacher leur fédération à la CGT.

L'essor du mouvement ouvrier avait pour corollaire le renforcement de l'appareil répressif. Syndicat et parti étaient pénétrés par des indicateurs, souvent des militants insoupçonnables, d'ailleurs.

De son côté, le patronat avait mis en place un syndicat jaune, dirigé à Paris par Pierre Biétry, destiné à briser les mouvements sociaux.

À Nantes, il intervint, entre autres, à la biscuiterie LU et à l'armement brestois Chevillote représenté à Nantes par Raoul de Boüard.

Cependant, certains conflits se terminèrent par des victoires, ainsi celui des riveurs des chantiers navals en 1912. Pour le briser, les employeurs étaient allés recruter des professionnels à Barcelone. Apprenant le rôle qu'on voulait leur faire jouer, les Catalans croisèrent les bras et durent être rapatriés avec dédommagements.

La CGT ne s'est structurée en unions locales et unions départementales qu'en 1912. L'Union nantaise comptait alors 59 syndicats.

Certains chrétiens affiliés au groupe le Sillon de Marc Sangnier avaient établi des contacts avec la direction nationale de la CGT, mais il y avait bien trop de contradictions pour que ceci se transforme en un rapprochement plus suivi. De toute façon, le pape lui-même interdit leur

mouvement et on en resta là.

Nous approchions de la guerre. Aristide Briand, l'apôtre de la grève générale, avait complètement retourné sa veste en 1905 et était devenu un ministre belliciste et profondément antisocial, n'hésitant pas à réprimer la grève et jeter en prison ses anciens amis. Jean Jaurès, lui, croyait encore à une paix possible. Il fut assassiné.

Le métallurgiste Launay, au nom de l'Union locale, avait appelé à un rassemblement contre la guerre place Graslin. Celui-ci fut chargé par la gendarmerie à cheval.

L'Union sacrée se faisait au détriment du monde ouvrier et même le marxiste Jules Guesde la rejoignit en entrant au gouvernement comme ministre d'État. Les luttes ouvrières entraient en sommeil.

Elles devaient reprendre avant la fin du conflit. En 1917, on compta même 13800 jours de grève contre la vie chère à Nantes, alors il n'y en avait eu « que » 3441 l'année précédente. À l'occasion du 1er mai 1918, il y eut des manifestations dans de nombreuses villes, non sans répression. Il y eut un mort à Paris.

À Nantes, le 9 mai, se constitua une « coalition républicaine » demandant, entre autres, la liberté de conscience, de réunion, de la presse et des syndicats. L'appel était contresigné par le Parti socialiste nantais, le Parti socialiste unifié, le Parti radical et radical-socialiste, la Libre Pensée, deux loges maçonniques, la Jeunesse républicaine, les Bleus de Bretagne et la bourse du travail.

Au cours de deux rencontres tenues en Suisse, en 1915 à Zimmerwald et en 1916 à Kienthal, il apparut que les contradictions au sein de l'Internationale ouvrière étaient telles que sa survie était en cause. La première Internationale avait été fondée à Londres en 1864 et la deuxième à Paris en 1889. La révolution russe de 1917 allait décider du sort de celle-ci. Les tentatives faites par les dirigeants français de voler au secours des tsaristes et autres contre-révolutionnaires échouèrent en 1919 par les mutineries généralisées des marins de l'escadre d'Orient. En 1920, les mêmes soutinrent l'armée polonaise dans son invasion de la Biélorussie et de l'Ukraine et la conquête d'un territoire en rapport. On vit même le général Weygand auprès de l'état-major polonais.

C'est dans ce contexte qu'intervint le congrès de Stasbourg du Parti socialiste en janvier 1920. La grande majorité des congressistes se prononça pour la sortie de l'Internationale. Toutefois, beaucoup souhaitaient une refondation. Il y eut donc trois motions soumises à la discussion en vue d'un second congrès qui devait se tenir à Tours en décembre.

Le congrès fédéral socialiste de Nantes donna une très large majorité, avec 504 voix, à la motion Cachin-Frossard prônant le ralliement à la 3ème Internationale, fondée à Moscou en 1919. La motion Longuet, qui se voulait centriste, n'obtint que 4 voix. Quant à la motion Blum-Paoli, opposée à cette adhésion, elle obtenait 318 voix. La rupture était inévitable. Les partisans de la motion Cachin-Frossard créèrent le Parti socialiste SFIC qui, par la suite, devint le Parti communiste français.

En 1922, la fracture s'étendit au syndicat. Naquit la CGTU ou CGT unitaire, à dominante communiste.

Avant la scission, le Parti socialiste comptait 180 000 adhérents, chiffre de beaucoup supérieur à celui de 1914. Quant au syndicat, il avait triplé ses effectifs.

De ce bouillonnement naquit un renforcement général de la syndicalisation et même les travailleurs catholiques parvinrent à s'entendre pour fonder la Confédération française des Travailleurs chrétiens ou CFTC en 1919.

Les mouvements revendicatifs avaient repris toute leur ampleur avec, au centre, la journée de huit heures. Mais, en face, on était bien décidé à les briser par tous les moyens. La grève des cheminots de 1920 en témoigne. Jamais sous la 3ème République on avait connu une telle répression. 20000 cheminots furent révoqués sans appel.

L'année suivante naquit à Nantes l'usine de construction de locomotives des Batignolles, dont les effectifs allaient atteindre 3300 personnes. En 1922, la jeune CGTU y initia un mouvement de grève en rapport avec la journée de huit heures et les salaires. Les 2/3 du personnel suivirent l'appel, mais la direction avait des consignes de fermeté et 400 ouvriers furent licenciés, parmi lesquels tous les responsables syndicaux dont Charles Tillon, dont nous aurons l'occasion de reparler.

Le parti communiste était alors dirigé à Nantes par René Gomichon, métallurgiste, ancien adjudant de la Coloniale, le trésorier étant Jules Lambert, patron charcutier à Trentemoult et grand invalide de guerre. Au congrès fédéral, ce dernier avait fait adopter un amendement visant à exclure du parti ceux qui seraient vus avec une décoration militaire à la boutonnière. Tous deux devaient mourir en déportation lors de la guerre suivante.

Leur haine de la guerre était largement partagée par les membres de leur parti, d'où la place importante qu'allait prendre la lutte contre l'occupation de la Ruhr et contre la guerre coloniale du Rif.

Une autre grande campagne du temps fut celle menée contre les condamnations à mort des anarchistes italiens Sacco et Vanzetti aux États-Unis.

Dans son fonctionnement, le Parti communiste ressemblait encore au Parti socialiste avec ses tendances et groupes rivaux. Les francs-maçons, les libres-penseurs, les héritiers de l'allemanisme et Allemane lui-même s'y affrontaient. La 3ème Internationale allait y mettre bon ordre en interdisant l'appartenance à la franc-maçonnerie pour commencer. Le problème est qu'elle allait s'ingérer dans la vie syndicale avec les mêmes exigences.

Paul Waret, fraiseur, dirigeait la CGTU et, jusqu'en 1925, parvint à maintenir l'unité d'action avec la CGT. Le premier mai 1925, 15000 travailleurs nantais chôchèrent, 3000 d'entre eux participant au meeting commun où Paul Waret pour la CGTU et François Blancho pour la CGT avec quelques autres prirent la parole. La CFTC, contrôlée par la droite politique, publia à cette occasion une affiche titrant : « 1er mai boche – 1er mai de sabotage. » C'était l'époque où le très réactionnaire évêque Le Fer de la Motte faisait acclamer Mussolini par une foule immense de catholiques nantais. Le meeting CGT-CGTU avait été suivi de près par la police laquelle – entre autres – faisait la chasse aux ouvriers étrangers syndiqués, les expulsant systématiquement. Ils étaient nombreux aux Batignolles : Allemands, Autrichiens, Polonais, Tchèques, Hongrois, Serbes, Italiens, etc. Ils avaient débrayé massivement, mais avaient évité de se présenter au meeting. Deux Polonais, qui avaient cru pouvoir s'y rendre, furent expulsés sur le champ. Le secrétaire de la section CGTU, Louis Kervarec et son camarade Émilien Jaunet furent licenciés. Ce dernier, qui avait pris la parole, fut en plus jeté en prison. Paul Waret fut licencié de l'entreprise Sudry où il travaillait.

Dans un rapport, la police le caractérise : « Virulent et juste dans sa critique du mercantilisme et des mercantis, intelligent et bon orateur, jouissant d'une certaine autorité dans les milieux ouvriers. »

D'autres avaient des reproches à lui faire. Un autre rapport de police, daté de 1926, indique que « les milieux communistes reprochent à Waret de professer des opinions voisines de l'anarchie et de n'être pas suffisamment docile aux injonctions de leur parti. »

Waret démissionna alors du secrétariat du syndicat et son ami Darchen de la trésorerie. Ceci se passait à une époque où la plupart des dirigeants nationaux du PCF étaient en prison.

Depuis 1924, à Nantes, CGT et CGTU étaient hébergés à la nouvelle bourse du travail, rue Arsène Leloup, propriété de la Ville, la CGT étant chargée de la gestion.

Pour le 1er mai 1926, pour la première fois, CGT et CGTU, organisèrent des manifestations séparées. En tête du défilé CGTU, Waret était toujours là, accompagné de Charles Tillon, l'ancien des Batignolles, chargé d'organiser le syndicat régional. Louis Kervarec prenait la direction de la métallurgie nantaise.

En 1928, ils reçurent un soutien de poids, Ambroise Croizat, car il y avait de gros problèmes à régler.

Entre la CGT et la CGTU ce n'était plus maintenant qu'invectives et coups fourrés et les effectifs

syndicaux en pâtissaient. Au Parti communiste, c'était pire et, pour diriger la fédération départementale, la direction avait envoyé un nommé Georges Carré, lequel commença par transférer le siège de la fédération à Rennes, où il habitait. Détesté par tous les militants, il était aussi méprisé par la police qui le considérait comme un dandy.

À la fin de l'année 1928, il devait passer devant un tribunal rennais pour incitation de militaires à la désobéissance. Dans un cas comme celui-ci, on doit faire corps et le parti se mobilisa pour sa défense. Mais, devant le tribunal, Carré renia tous ses engagements et alla jusqu'à proposer ses services pour réparer tout le mal qu'il avait fait.

C'était la catastrophe pour les communistes nantais. Selon la police, à la suite de cette affaire, il ne restait plus que 106 adhérents au parti dans le département dont 70 à Nantes.

Un autre coup dur intervint en juillet 1929. Alors que se déroulait une importante grève du bâtiment, Charles Tillon et Jean Philippe, de la fédération des inscrits maritimes, tombèrent dans un traquenard de la police. Ils furent condamnés respectivement à 20 et 40 jours de prison pour résistance à la force publique et la grève échoua.

Tillon devait être rappelé peu après à Paris pour prendre la direction nationale d'une branche syndicale, celle de la chimie. Il fut remplacé à Nantes par Joseph Roques, un mineur du Midi. On note alors que le syndicat CGTU de la métallurgie était passé de 1117 adhérents en 1929 à 800 en 1930.

Nous entrons dans la crise économique qui jeta les États-Unis, puis l'Allemagne à terre. Pour faire face aux menaces pesant sur la classe ouvrière française, son unité était sans doute nécessaire, mais le temps n'était pas encore venu. En 1932, Raymond Rochet, secrétaire cégétiste de la Bourse du travail, fit parvenir une lettre à la CGTU lui enjoignant de libérer les salles mises à sa disposition, sous prétexte qu'on y tenait des réunions politiques, chose interdite par le règlement. Pour écrire cela, il s'appuyait sur une lettre adressée à M. le secrétaire du Parti communiste de la Bourse du travail, conséquence des interférences du parti dans la vie syndicale et de la grande confusion que cela entraînait dans les esprits. Louis Kervarec contacta le maire Léopold Cassegrain pour qu'il serve d'arbitre dans le conflit. Celui-ci répondit que le gestionnaire était maître et que la CGTU devait se plier aux injonctions sans créer d'incidents, sans quoi il ferait intervenir la police.

Joseph Roques malade, Louis Kervarec fit appel à Ambroise Croizat. Tous deux allèrent faire une information à la porte des entreprises et la CGT dut retirer ses exigences devant la réprobation générale.

À partir de septembre 1932, Raymond Sémat prit la suite de Joseph Roques et Gaston Jacquet celle de Louis Kervarec, graduellement.

La crise, maintenant, était bien là et la CGT avait organisé un meeting ouvert où elle avait invité les militants de la CGTU. Les cadres s'y invitèrent eux-mêmes. À la fin de la réunion, Raymond Sémat et Louis Kervarec prirent la parole non pas pour invectiver, mais pour appeler à l'unité d'action, retournant la salle en leur faveur, selon la police.

Les temps changeaient. Même le Parti communiste, tombé au plus bas, se redressait, en partie grâce à Jean Bruhat, professeur agrégé d'histoire au lycée Clemenceau, arrivé à Nantes en 1930.

En 1933, alors qu'Hitler accédait au pouvoir en Allemagne, le front unique en France était encore une idée neuve. Au nom de la CGTU, Sémat avait proposé à la CGT de tenir un meeting commun le 1er mai, mais il y eut refus.

Le chômage ne cessait de s'aggraver et, en juin 1933, la CGT organisa une Marche des chômeurs de Saint-Nazaire à Nantes. Non organisatrice, la CGTU était néanmoins représentée en fin de cortège.

Le 27 octobre, les deux syndicats parvinrent à s'entendre pour enfin organiser une manifestation commune, cette fois pour protester contre les menées hitlériennes et plus particulièrement le procès du Reichstag qui s'ouvrait alors. Le PCF avait contresigné l'appel, pas encore les socialistes.

L'extrême-droite française aussi s'agitait beaucoup. Le 6 février 1934, elle s'était donnée rendez-vous à Paris, sûre de pouvoir drainer des foules importantes, tant le mécontentement était grand.

Elle allait tenter un coup de force en envahissant l'Assemblée nationale. La police répliqua en tirant, ce qui fit une quinzaine de morts et des centaines de blessés. Le même jour, il y avait eu quelques incidents à Nantes entre des groupes d'extrême-droite et des opposants, mais, deux jours plus tard, ce furent 15000 personnes qui défilèrent, cette fois pour défendre la république menacée. Les deux syndicats et le Parti socialiste avaient appelé à la manifestation. Le patronat nantais avait prévenu que les absents au travail seraient sanctionnés. Il fut bien obligé de s'abstenir.

L'effervescence avait gagné le monde étudiant, numériquement très faible à Nantes. Il se créa une Union fédérale des Étudiants nantais avec 50 adhérents dont 20 à l'école Livet et 12 à l'IPO (devenue aujourd'hui l'École centrale), 6 ou 7 au lycée Clemenceau.

La situation économique, elle, ne cessait de s'aggraver. Au port et dans la construction navale, c'était le marasme. Les Chantiers de la Loire étaient passés de 3000 à 780 salariés en 1934 ; les Chantiers de Bretagne étaient passés de 4000 à 2000 salariés et les Chantiers Dubigeon de 800 à 400.

Dans ces conditions, l'unité syndicale s'imposait comme une nécessité et, pour le 1er mai 1934, CGT et CGTU se retrouvèrent dans une manifestation unique.

Le 10 octobre, à Paris, Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, avait évoqué la constitution d'un Front populaire, idée qu'il reprit à Nantes le 24, aux salons du Tourbillon, boulevard Dalby.

L'année 1935 débuta dans cette ville par une puissante grève des ouvriers du bâtiment, dont les patrons s'étaient entendus pour baisser les salaires. Même le syndicat CFTC se joignit à la protestation et les employeurs furent bien obligés d'abandonner leur projet.

Le 1er mai fut encore unitaire et, le 18, les Nantais, à l'occasion des élections municipales, votèrent très majoritairement pour la liste du socialiste Auguste Pageot, contrôleur des postes de son état. Pour les manifestations du 14 juillet, le Parti radical rejoignit le rassemblement républicain.

On parlait maintenant de fusion syndicale. Elle allait être officialisée à Nantes, le 22 décembre 1935, avec la constitution d'un conseil syndical de la métallurgie composé de 13 confédérés (ou cégétistes) et de 11 unitaires. Gaston Jacquet, unitaire, était élu secrétaire avec Gabriel Rouaud, confédéré, pour adjoint. Dès lors, les fusions allaient se multiplier, syndicat par syndicat.

L'année 1936 commençait donc sous de bons auspices à Nantes, n'était la crue de la Loire. Les élections législatives d'avril et mai virent le triomphe des partis de gauche avec une forte domination des socialistes, dont les candidats étaient élus dans les trois circonscriptions nantaises et à Saint-Nazaire.

De 1931 à 1935, les mesures prises par les gouvernements successifs avaient provoqué une perte de pouvoir d'achat de 20 à 25 % et le chômage n'avait cessé de progresser. L'exaspération dans la population était à son comble et elle allait le montrer en se lançant dans un mouvement de grève jamais vu jusque là.

À Nantes, l'usine des Batignolles, où le syndicat CGTU était majoritaire avant la fusion, fut la première à s'engager pour un conflit de longue durée. Immédiatement, plusieurs autres établissements, plus modestes, firent de même, puis la grève s'étendit à toutes les branches d'activité. Chose nouvelle : dans nombre d'entreprises, les grévistes occupaient les lieux.

Partout en France, il en allait de même. La machine économique était arrêtée et le tout neuf gouvernement de Léon Blum allait légiférer : semaine de 40 heures, 15 jours de congés payés, liberté syndicale avec reconnaissance des délégués d'entreprise, conventions collectives, etc. La scolarité obligatoire était portée à 14 ans, âge requis pour le certificat d'études désormais.

Les avancées étaient considérables et les effectifs syndicaux allaient se gonfler en rapport. En octobre 1936, la CGT affichait 5 millions d'adhérents. Même la beaucoup plus modeste CFTC, en profita.

Cependant, la situation politique en Europe ne cessait de s'aggraver. En Espagne, la jeune république était maintenant menacée par un soulèvement militaire mené par le général Franco, lequel s'était allié avec Hitler et Mussolini. Placé devant un dilemme : soutenir ou non la république

espagnole, le gouvernement Blum choisit la non-intervention, portant un coup terrible au Front populaire. Un second coup intervint en 1937 avec ce qu'on appela la pause, c'est-à-dire l'arrêt des réformes. Les communistes et une partie des socialistes y étaient opposés. Battu au Sénat, Léon Blum démissionna le 22 juin 1937. Les élections cantonales d'octobre permirent encore de présenter une sorte de front uni, mais dans les faits, le Front populaire était mort.

Les groupes d'extrême-droite interdits par le Front populaire se réorganisaient sous d'autres noms. Les Croix-de-Feu du colonel de la Roque devenaient le PSF et Jacques Doriot créait le PPF, authentique groupe fasciste. Dans la région, Dorgères parvenait à réunir des foules importantes à la campagne.

À l'étranger, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Pologne, etc. se donnaient des régimes dictatoriaux. Les troupes franquistes avançaient en Espagne. L'Italie s'emparait de l'Éthiopie et l'Allemagne menaçait tous ses voisins. Le 11 mars 1938, elle annexait l'Autriche.

Par les accords de Munich signés le 30 septembre 1938, la France et la Grande-Bretagne entérinèrent et, qui plus est, approuvèrent l'annexion des Sudètes tchécoslovaques par Hitler. L'Assemblée nationale fit de même à l'exception des communistes, d'un socialiste, d'un radical et d'un homme de droite.

Le radical Daladier, promoteur des accords de Munich et chef du gouvernement, s'efforçait maintenant de détruire en France, à coups de décrets-lois, les avancées du Front populaire.

En novembre 1938, la CGT réunifiée tint son congrès national à Nantes, au palais du Champ-de-Mars. Léon Jouhaux, secrétaire national, y prit la parole pour dénoncer les décrets-lois, soutenu à l'unanimité par les congressistes. Une grève générale de 24 heures fut décidée pour le 30 novembre.

En réponse, le gouvernement procéda à la réquisition des services publics et ordonna aux patrons de se montrer inflexibles dans la répression contre les grévistes éventuels. En conséquence, il n'y eut que très peu d'arrêts de travail dans les dits services. Quant au privé, ce fut inégal, avec 95% de grévistes à l'usine d'aviation Bréguet, à Bouguenais, fondée l'année précédente, 75% aux Batignolles et bien moins dans la construction navale, 30% seulement dans le bâtiment.

Couverts par l'État, les patrons prirent leur revanche sur le Front populaire. Les conserveries licencièrent 300 salariés et la brasserie de la Meuse 150. Aux verreries de Vertou, où la grève avait été très suivie, les patrons en profitèrent pour fermer définitivement l'usine, qui était en difficulté depuis quelque temps. En janvier 1939, 23 familles furent expulsées de leurs logements, propriété de l'entreprise. Chez Bréguet, au lendemain de la grève, les portes restèrent fermées. La direction ne reprit les salariés qu'un à un et ils perdaient leur ancienneté. Une centaine d'entre eux, dont tous les responsables syndicaux, ne furent pas repris.

À l'étranger, la république espagnole était en train de mourir, ce qui se produira en mars 1939.

L'Allemagne, maintenant, revendiquait Dantzig alors qu'en France, pour beaucoup de politiciens, l'ennemi principal n'était pas l'Allemagne nazie mais l'URSS. Dans ses « Mémoires de guerre », De Gaulle écrit : « Il faut dire que certains milieux voulaient voir l'ennemi bien plutôt dans Staline que dans Hitler. Ils se souciaient des moyens de frapper la Russie, soit en aidant la Finlande, soit en bombardant Bakou, soit en débarquant à Stamboul, beaucoup plus que de la façon de venir à bout du Reich. Beaucoup professaient tout haut l'admiration qu'ils éprouvaient à l'égard de Mussolini. » Ils auraient bien vu l'Allemagne et l'URSS se battre à l'Est. Le pacte germano-soviétique du 23 août 1939 changea la donne.

Le 1er septembre, les troupes hitlériennes entraient en Pologne. Deux jours plus tard, la France et la Grande-Bretagne déclaraient la guerre à l'Allemagne. Le 17 septembre, le gouvernement polonais se réfugiait en Roumanie et les troupes soviétiques allaient occuper les territoires que la Pologne avait annexés en 1921 au détriment de la Biélorussie et de l'Ukraine, avançant jusqu'à la ligne Curzon (frontière actuelle).

Le pacte germano-soviétique avait été un coup de tonnerre chez les communistes français. À l'Assemblée nationale, 22 députés sur 75 démissionnèrent. Le gouvernement Daladier en profita

pour interdire l'Humanité et toutes les publications plus ou moins contrôlées par le PCF. Celui-ci fut dissous le 26 septembre, de même que toutes les municipalités qu'il contrôlait. La chasse aux communistes commençait.

La mobilisation touchait toutes les classes depuis 1919, ce qui excluait les anciens combattants de la Première Guerre mondiale, mais on fit une exception pour certains d'entre eux. Ainsi à Nantes, les anciens responsables de la CGTU, comme Paul Waret et Louis Kervarec, furent mobilisés au sein des Compagnies spéciales et envoyés casser des cailloux sur les routes alpines sous la surveillance de gendarmes mobiles armés. Après l'armistice, ils furent internés.

Plus jeune, Maurice Thorez avait été mobilisé sur le front qu'il quitta pour rejoindre Moscou.

Dans la clandestinité, le PCF reconstitua une direction avec Jacques Duclos qui, depuis Bruxelles, avait le contact avec Moscou, Benoît Frachon, secrétaire général adjoint de la CGT, et Charles Tillon. Frachon était en région parisienne et Tillon en région bordelaise.

Pendant la « drôle de guerre » et le sabotage de la défense nationale par ceux qui devaient la diriger, les tracts publiés par le PCF en région parisienne étaient résolument patriotiques et le demeurèrent jusqu'à la venue de Pétain au pouvoir, après quoi les attaques se concentrèrent contre Vichy. Ceci résultait d'une semonce venue de Moscou et adressée à Jacques Duclos, accusé de se comporter en chauvin nationaliste.

La droite française, elle, avait trouvé le « sauveur suprême » en Pétain, que l'on savait se situer à l'extrême-droite. Pourtant, lorsqu'il exigea les pleins pouvoirs, il les obtint sans difficultés. Les députés socialistes nantais les votèrent, entérinant ainsi la mort de la république et celle de leur propre parti.

Pour le PCF commençait une double histoire. En région parisienne, Duclos imprimait une ligne taisant le fait d'occupation, ce qui allait l'amener à de graves errements. On alla jusqu'à demander aux Allemands l'autorisation de faire réparaître l'Humanité. On demanda aux maires suspendus de la banlieue parisienne d'aller reprendre leurs postes. Vichy laissa faire puis, quand le moment lui parut favorable, procéda à une vaste rafle. 800 cadres tombèrent alors, dont plusieurs de ceux qui allaient être fusillés à Châteaubriand. À la fin 1940, 28 000 militants étaient internés ou en prison.

La province n'avait pas été touchée par la ligne impulsée par Duclos et, au delà, par Moscou. À Nantes, le collectage d'armes commença très tôt. À Bordeaux, il en allait de même. Charles Tillon se déplaçait, selon les nécessités, entre Arcachon et Libourne. Il ignorait les nouvelles orientations parisiennes et, le 17 juin 1940, il fit diffuser en région bordelaise un tract allant dans le même sens que De Gaulle quelques jours plus tôt, à savoir la résistance. Lorsqu'un émissaire vint l'informer de ce qui se passait à Paris, il le renvoya dire tout le mal qu'il en pensait. Il y eut dès lors deux lignes au PCF, ce qu'il faut avoir en tête pour comprendre les contradictions de la Libération, par exemple le silence sur l'attentat de Nantes contre le colonel Hotz en octobre 1941.

Tillon dirigeait une vaste région allant de La Rochelle aux Pyrénées, y redonnant vie au parti. Pour protéger l'encadrement, il avait créé une Organisation spéciale, laquelle s'avéra rapidement utile pour les opérations de sabotage, ainsi dès décembre 1940, sur la voie ferrée de Bordeaux à La Rochelle. À la fin de l'année, estimant avoir remis en place les structures nécessaires à l'action politique dans le Sud-Ouest, il regagna la capitale pour y rencontrer Duclos, qui était bien obligé de constater les désastres provoqués par la ligne qu'il avait impulsée en région parisienne. De ce fait, il n'avait pas d'argument à opposer à la politique de Tillon et celui-ci alla s'installer près de Palaiseau, en grande banlieue sud-ouest de la capitale, pour créer des groupes de l'OS partout où cela s'avérait possible. À Nantes, on peut en faire remonter la naissance à mars 1941. Ainsi en fut-il à Rezé, pour prendre un exemple.

Le 22 juin 1941, l'Allemagne nazie agressait l'Union soviétique, ce qui fit tomber toutes les réticences au sein du PC par rapport aux activités de sabotage de l'OS, mais la lutte armée contre

l'occupant et ses alliés n'était pas à l'ordre du jour à Paris.

Charles Tillon avait passé ce cap et c'est un commando de deux hommes de l'OS, dont le futur colonel Fabien, qui abattit un officier allemand dans le métro le 21 août 1941. Onze jours plus tard, Marcel Cachin, directeur de l'Humanité, s'élevait publiquement contre les attentats individuels.

Polices allemande et vichyste unissaient leurs forces pour contrer ces actions et les réseaux parisiens de Résistance étaient en passe d'être démantelés. Il fallait absolument desserrer l'étau et développer des actions similaires en province, d'où, entre autres, l'attentat de Nantes. La répression fut terrible, mais, finalement, se retourna contre ses auteurs.

Les rangs de la collaboration s'éclaircirent alors que la Résistance gagnait en puissance.

Pendant l'hiver 1941-1942, Charles Tillon, Albert Ouzoulias, Eugène Hénaff et Marcel Prenant mirent au point la transformation de l'OS en formation armée pour la guérilla contre l'ennemi, les FTPF, Francs-tireurs et Partisans français. Les cadres en seraient des communistes, mais tous ceux qui voulaient combattre y auraient leur place. Cette politique allait s'avérer payante et, malgré les coups durs, les rangs combattants n'allaient cesser de se renforcer. À la fin de la guerre, on comptait 250 000 personnes.

Les FTP avaient été intégrés aux FFI, mais avaient gardé leur façon de fonctionner et leurs chefs. Ils jouèrent un rôle important dans la libération de certaines régions, dont la Bretagne. Ce fut aussi le cas à Paris où les deux-tiers des FFI étaient des FTP.

C'est Charles Tillon, commandant en chef des FTP, installé au cœur de la capitale depuis quelque temps, qui donna l'ordre d'insurrection à Rol-Tanguy responsable des FFI parisiens. Il avait auparavant demandé l'aval de Jacques Duclos mais, la réponse ne lui parvenant pas, il était passé outre. Il apprit, par la suite, que Moscou était opposé à cette insurrection projetée.

Le rôle du monde ouvrier a été primordial dans les combats pour la lutte de libération nationale. Si l'on considère une ville de la banlieue nantaise, Rezé, forte alors de 16 000 habitants, elle a perdu 46 des siens dans ces combats avec 28 déportés, 13 fusillés et 5 tués en opération. Une quarantaine d'entre eux étaient des ouvriers ou employés.

Deux des syndicalistes cités agissant à Nantes, Ambroise Croizat et Charles Tillon, devinrent ministres à la Libération et le restèrent jusqu'en 1947. On connaît le rôle essentiel qu'a eu le premier dans la rédaction des lois et, en particulier, dans la création de la sécurité sociale.

Ce qui se passa par la suite est une autre histoire.

Michel Kervarec